



## La menace à la souveraineté est un argument de « mauvaise foi »



*Dans une interview, Egon Heck, coordinateur du CIMI (Conseil Indigéniste Missionnaire) au Mato Grosso do Sul, signale des faits de violence pratiquée par des entreprises, propriétaires de grandes exploitations, contre les peuples indigènes.*

---

Par Gabriel Brito et Valéria Nader (*Correio da Cidadania*) - *Brasil de Fato* - 24/04/2008 – <http://www.brasildefato.com.br/v01/agencia/entrevistas/ameaca-a-soberania-e-argumento-de-2018ma-fe2019>

Traduction : Karine Lehmann pour *Autres Brésils*

---

*Face à de récentes disputes entre Indiens et riziculteurs, qui ont envahi les terres de Raposa Serra do Sol, à Roraima, le Correio da Cidadania a interviewé Egon Heck, coordinateur du CIMI (Conseil Indigéniste Missionnaire) au Mato Grosso do Sul, afin de clarifier quelques éléments autour de cette question. Pour Egon, qui élimine les arguments selon lesquels la souveraineté nationale serait menacée, les Indiens ont un droit total et historique à la terre revendiquée, et leur lutte sert d'exemple à tout le peuple brésilien. De plus, il alerte également l'opinion publique sur les violences pratiquées par des entreprises, des propriétaires de grandes exploitations, contre les peuples indigènes, en insistant sur le fait que les producteurs de riz ne se soucient pas de collaborer avec l'économie régionale, mais bien de suivre leur propre intérêt économique.*



### **Quelle est votre opinion au sujet de la démarcation continue ?**

**Egon Heck** : À propos de *Raposa Serra do Sol*, j'ai le sentiment très clair que [la démarcation] est un droit des peuples brésiliens qui ont été envahis, qui ont vu leurs terres confisquées. Nous en avons la preuve dans la Convention 169 de l'OIT [Organisation Internationale du Travail- NDT], dans la déclaration des droits des peuples indigènes, et dans la Constitution elle-même. Avec tous ces éléments, il ne fait aucun doute que les terres appartiennent bien aux peuples Makuxi, Wapixana, Ingaricó, Taurepang, Patamona, bref, à tous les peuples qui habitent là.

### **Que pensez-vous des arguments, essentiellement défendus par l'Armée, selon lesquels la souveraineté du pays serait menacée par la démarcation continue, surtout en région frontalière ?**

Je crois qu'ils sont de mauvaise foi, ou bien c'est un type d'information tendancieuse. Sociologiquement et politiquement parlant, il est absurde de dire que la démarcation de la terre indigène puisse être une menace à la souveraineté du pays. C'est si absurde que, comme il s'agit de terres indigènes, elles sont la propriété de l'Union. Cela signifie que ce sont des zones doublement protégées, qui apportent plus de sécurité au pays. D'ailleurs, les propriétés privées de grandes multinationales laissent s'établir sur leurs terres des groupes de façade qui tentent de défendre la situation actuelle, comme les propres riziculteurs, qui sont les instigateurs de ces arguments fallacieux selon lesquels une terre indigène mettrait en péril notre souveraineté et porterait préjudice à l'économie. La souveraineté du pays est menacée depuis très longtemps, mais pas à cause des Indiens, bien au contraire. Dans la lutte pour la souveraineté du pays, les propres Makuxis ont apporté de l'aide, avec l'argument juridique que cette terre-là, en tant que terre du Brésil, appartient de plein droit aux Indiens. Toute cette question démonte clairement toute tentative d'argumentation, qui a été avancée de mauvaise foi, selon moi.

### **Y a-t-il une quelconque légitimité dans les intérêts défendus par les riziculteurs ?**

Rigoureusement parlant, il s'agit de six personnes de la région, qui représentent peut-être 60 hommes politiques et groupes économiques, qui, à leur tour, représenteraient quelque 600 types d'intérêt économiques nationaux et internationaux. Ensemble, ils bloquent toute communication avec les Indiens, affrontant même la Constitution du pays. En fait, les riziculteurs incarnent ce petit groupe d'intérêts économiques et politiques.

**On affirme aussi que *Raposa Serra do Sol* rendrait invivable l'économie de l'État.**



On parle aussi de cela. C'est un autre mensonge éhonté, car cette terre ne représente que 7% du territoire, et, plus que jamais, les Makuxis eux-mêmes ont démontré leur capacité à se mettre au service de l'économie régionale. Et cet argument est complètement faux puisque même les riziculteurs n'appliquent pas la Constitution et ne produisent pas plus pour le pays. Par conséquent, c'est une véritable mascarade de vouloir rester là-bas pour renforcer l'économie de l'État. Ils pourraient faire cela dans bien d'autres régions, qui d'ailleurs ont été mises à leur disposition.

**Et quel est votre avis sur la position du gouvernement, du Cimi et de la Funai dans toute cette histoire ?**

J'ai l'impression qu'il y a une convergence dans les positions du Ministre de la Justice, Tarso Genro, du Président Lula et du Président de la Funai, dans le sens de montrer au grand jour ceux qui essayent de créer un climat de banditisme dans la région, en affrontant les propres lois du pays. Tout cela est évidemment avancé avec beaucoup de maîtrise et de fondement par les autorités les plus diverses que je vois dans les différents organismes, et bien sûr, cette argumentation est solide, basée sur les lois et la Constitution du pays. J'ai accompagné toute cette trajectoire difficile, dans laquelle quelques organisations luttent depuis plus de 30 ans, en affrontant des attentats, des assassinats, et j'ai accompagné en particulier le processus d'organisation de ce peuple dans les grandes assemblées qu'ils ont réalisées. C'est un processus très sérieux pour la défense et la lutte pour leurs droits, ce qui est une démonstration – pas seulement à Roraima, mais dans tout le pays – de l'importance qu'ont tous ceux dont les droits inaliénables et constitutionnels doivent être respectés. Et ils ne le seront qu'à partir du moment où la population en aura conscience et luttera aussi pour cela. On peut dire qu'il s'agit d'un exemple héroïque pour notre pays, d'un peuple qui a lutté pendant 30 ans, dont plusieurs leaders ont été assassinés, dont les maisons ont été brûlées, qui ont été emprisonnés, mais qui est toujours là, la tête haute et fière, en exigeant ses droits.

**À propos de la Funai plus particulièrement, comment jugez-vous le rôle qu'elle a joué ces dernières deux ou trois années ?**

Je pense que la dernière Présidence de la Funai a démontré une disposition jamais vue auparavant. Une clarté politique dans la lutte pour les droits indigènes, qui signifie qu'à l'intérieur de l'État aussi, il y a un intérêt pour la question. Nous regrettons seulement que sa baisse d'efficacité historique au cours des dernières années ne lui donne pas la force politique suffisante pour faire face à ce qu'il faudrait. Je crois que, du point de vue du discours politique, elle a démontré sans nul doute une immense clarté et une très grande cohérence. Cependant, dans les résultats, son efficacité a été plutôt timide.

**Vous pensez que la situation pourrait conduire à de graves confrontations ?**



Il existe plusieurs scénarios possibles. J'espère que la déraison ne l'emportera pas dans ce groupe qui tente de bouleverser un processus aussi clairement constructif, qui est conduit dans la légalité à tous les niveaux, et que d'aussi vaines agressions contre ce peuple vont cesser, tout comme la tentative de créer un climat de terrorisme dans la région. Que cela ne continue pas, car je crois que toutes les actions qu'ils pratiquent, d'enrôler des forces, de payer des mercenaires pour se battre avec les Indiens et d'encourager ce bain de sang, sont d'une immense lâcheté. Tout ceci montre un manque de caractère, et vraiment, de cohérence et de bonnes intentions de la part des riziculteurs.